

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/La-cour-penale-de-la-Francafrigue.html>

La cour pénale de la Françafrique L'arrestation et le procès de Laurent Gbagbo

- Actualité politique internationale - Afrique - Cote d'Ivoire -

Publication date: mercredi 10 février 2016

Description:

Cette cour pénale internationale a été créée et organisée pour juger les criminels de guerre et autres crimes. Mais pas tous, cela dépend de la couleur de la peau.

L'autre face cachée du CPI, c'est Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) créé et financé par les pays de l'OTAN. Véritable frère jumeau du CPI.

Ce TPIY avait à l'origine pour objectif, de participer activement à un plan diabolique de démantèlement de la république Fédérative Socialiste de Yougoslave, prévu de longue date par les puissances impérialistes et grâce auquel les avions de l'OTAN avaient détruit le pays et massacré des milliers

de yougoslaves.

La Côte d'Ivoire (sous couvert de l'ONU ...), a subi le même sort que l'ex-Yougoslavie. L'impérialisme français avait décidé de longue date, de changer le président qui ne répondait plus à ses exigences. Même procédé : déstabilisation du pays et guerre civile semant le chaos général dans tout le pays pour justifier une intervention militaire.

Liès Sahoura

10.02.16

L'arrestation et le procès de Laurent Gbagbo, ce coup fourré, orchestré par l'impérialisme français en Afrique

Cette cour pénale internationale a été créée et organisée pour juger les criminels de guerre et autres crimes. Mais pas tous, cela dépend de la couleur de la peau.

Créée en 1998 avec l'encouragement de l'ONU, la CPI est entrée en activité le 1er juillet 2002 après que [le Statut de Rome](#) ait été ratifié par 60 pays.

La Palestine est le dernier pays à être devenu membre de la CPI en 2015.

L'objectif officiel affiché de la CPI est donc de veiller à ce que les crimes : génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre, perpétrés sur le plan international voient leurs auteurs poursuivis et sanctionnés.

Il faut noter cependant que la CPI ne peut poursuivre des Etats.

La Cour pénale internationale :

23 affaires sont actuellement prises en charge par la CPI. Cette dernière a également entrepris de s'occuper de situations dans plusieurs pays dont l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Mali, la région du Darfour au Soudan, ainsi que la Libye et le Kenya.

30 personnes ont été mises en cause dans le cadre de ces affaires.

L'autre face cachée du CPI, c'est Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) créé et financé par les pays de l'OTAN. Véritable frère jumeau du CPI.

Ce TPIY avait à l'origine pour objectif, de participer activement à un plan diabolique de démantèlement de la république Fédérative Socialiste de Yougoslave, prévu de longue date par les puissances impérialistes et grâce auquel les avions de l'OTAN avaient détruit le pays et massacré des milliers de Yougoslaves.

Nous noterons par exemple que la plus grande démocratie au monde ci-après nommée : Etats Unis d'Amérique, avait ordonné l'arrestation du président serbe Slobodan Milosevitch. Le 31 mars 2001 lorsque la police se présenta pour l'arrêter, il résista vigoureusement avec l'aide de ses gardes et affidés mais l'opération réussit et Milosevitch à peine emprisonné à la CPI, Les USA mirent en place en Serbie un nouveau gouvernement « bon chic bon genre » qui convenait parfaitement au rôle qu'ils se proposaient de lui faire jouer.

Les puissances impérialistes sont spécialisées dans les assassinats de personnalités politiques d'avant-garde (progressistes, syndicalistes ou communistes) qui ont enrichi l'Histoire et redonné espoir à leurs peuples. La liste est très longue : (Sylvanus Olympio, Modibo Keita, Patrice Lumumba, Tomas Sankara, Salvador Allende etc.)...

Ces puissances organisent et financent de véritables mafias qui exécutent leurs ordres. (Plan condor, escadrons de la mort, les groupes paramilitaires, Al Qaïda, Daech, GIA et bien d'autres etc...)

La Côte d'Ivoire (sous couvert de l'ONU qui s'est carrément couchée du côté d'Alassane Ouattara avant les élections présidentielles), a subi le même sort que l'ex-Yougoslavie. L'impérialisme français avait décidé de longue date, de changer le président qui ne répondait plus à ses exigences. Même procédé : déstabilisation du pays et guerre civile

semant le chaos général dans tout le pays pour justifier une intervention militaire. Le choix de son remplacement par Alassane Ouattara, homme lige de la francafrique était déjà prévu et étudié. L'armée française est totalement impliquée dans ce désastre et s'est appuyée principalement sur la bienveillance de l'ONU qui était chargée de maintenir la stabilité du pays. Son but était de désarmer les seigneurs de guerre des forces nouvelles de Guillaume Soro, responsables de tueries dans le Nord du pays. Les résolutions et en particulier les résolutions 1643 et 1572 votées par le conseil de sécurité de l'ONU, non seulement, n'auront aucun effet sur le terrain mais au contraire, sèmeront la confusion et déclencheront de violentes manifestations anti-françaises. L'armée française agressée de toute part par les manifestants a tiré sans état d'âme à balle réelles sur la foule pour se dégager du peuple en colère en faisant des dizaines de victimes.

Extrait des résolutions 1643 : Le Conseil de sécurité décide que « tout obstacle sérieux à la liberté de circulation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des forces françaises qui la soutiennent » - l'Opération « Licorne » - ainsi que « toute atteinte portée à l'ONUCI, aux forces françaises, au Représentant spécial du Secrétaire général, au Facilitateur mentionné ou à son Représentant spécial en Côte d'Ivoire » et toute entrave à leurs activités, constituent une menace contre le processus de paix et de réconciliation.

Les seigneurs de guerre des forces nouvelles de Guillaume Soro n'ont pas été désarmés comme le prévoyaient les résolutions de l'ONU. Bien au contraire, ils se sont rangés comme par hasard du côté d'Alassane Ouattara soutenu par la France. Le conseil de sécurité était parfaitement informé de cette situation. Donner à l'agresseur le rôle de gendarme pour rétablir l'ordre, alors qu'il est directement impliqué dans la totale déstabilisation de la Côte d'Ivoire, cela dépasse la forfaiture la plus ignoble et surtout cela est d'autant plus grave que le rôle de l'ONU doit respecter en premier lieu sa neutralité et ne doit pas prendre parti pour un ou l'autre des belligérants quand elle intervient dans un conflit.

Le deuxième tour se déroule dans un climat de terreur et de violence inouïe. Les deux camps s'affrontent à l'arme lourde et laissant sur le terrain des centaines de cadavres. Comment prendre au sérieux ce genre de mascarade électorale. Cela ne dérange absolument pas la « communauté internationale ». Mais continuons, sur le déroulement de cette mascarade burlesque et déshonorante pour ces manipulateurs inféodés au système capitaliste. A la suite du dépouillement des voix, les deux candidats revendiquent chacun la victoire. Comment peut-on prendre au sérieux ces résultats donnant Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire. Une décision prise par la CEI certification de l'ONU. Mais voyons de plus près la liste de cette « communauté internationale » qui a reconnu Alassane Ouattara président de la Côte d'Ivoire. Communauté internationale, c'est un terme que l'on met toujours en avant pour justifier et faire accepter une décision manigancée par les puissances impérialistes. Mais c'est qui cette « communauté internationale » ? C'est uniquement les pays membres de l'OTAN, une organisation agressive, bras armé de l'impérialisme. Les 180 autres pays faisant parti de la communauté internationale, reconnus par l'ONU, ne sont pas consultés. Il y avait aussi les supplétifs de l'impérialisme qui supervisaient cette mascarade électorale, en l'occurrence les pays membres de la CEDEAO, conglomérat de pays faisant parti de la communauté internationale qui sont encore sous domination de l'ancien colonisateur. Les dirigeants de ces pays n'ont aucune légitimité pour représenter leur peuple. (En acceptant que le franc CFA soit géré par la banque de France, peut-on parler de pays vraiment indépendant). La cerise sur ce tas de M. Blaise Compaoré, l'assassin de Tomas Sankara, président du Burkina Faso est nommé « Facilitateur » du processus de paix. Blaise Compaoré a pris le pouvoir par un coup d'état soutenu par la France et dernièrement il a été sauvé d'un lynchage par le peuple burkinabé par un hélicoptère de l'armée française. Alassane Ouattara a été félicité par un Sarkozy, grand démocrate français qui va faire massacrer le peuple Libyen par son aviation et assassiner le chef de l'État Libyen le colonel Mouammar Kadhafi.

La suite on la connaît, Ouattara aidé par les rebelles du Nord et par l'armée française va prendre le pouvoir. Un véritable coup de force pour destituer le président légal encore en exercice, Laurent Gbagbo. Avec l'appui des troupes de l'ONUCI et de la complicité de son secrétaire général Ban Ki-moon, l'armée française ce lâche et décide d'intervenir directement dans le conflit en arrêtant Laurent Gbagbo et sa famille retranchés dans une villa. Le tour est joué, c'est la fin de la partie dont le résultat était connu d'avance : expédier Gbagbo en enfer. L'armée française,

sans état d'âme, espérant peut-être une liquidation physique, livre Laurent Gbagbo et sa famille à son pire ennemi, Alassane Ouattara. Il le condamnera pour crime de guerre et le livrera au CPI. Sa femme est condamnée à 20 ans de prison et il va entreprendre une véritable chasse aux sorcières contre tous les partisans de Laurent Gbagbo. Tortures, assassinats, emprisonnements arbitraires, seront ses armes favorites pour éliminer toute forme d'opposition à son règne.

L'entourloupe de l'impérialisme français s'est jouée au vu et au su de tout le monde sans protestation Honte à ces dirigeants africains qui ont trempé dans cette mascarade nauséabonde manigancée par l'impérialisme français.

La principale victime, c'est le peuple de Côte d'Ivoire qui a lourdement payé de son sang cette monstrueuse forfaiture mortuaire de l'impérialisme français. La seule solution pour le peuple, et même pour tous les peuples d'Afrique, y compris dans notre pays, c'est de mener une lutte impitoyable contre tous ces dirigeants, fossoyeurs des peuples, inféodés aux exigences des puissances impérialistes.

Même si nous ne sommes pas tous d'accord avec la politique menée par Laurent Gbagbo, il faut exiger sa libération ainsi que celle de sa famille et ce, sans conditions. Il a fait preuve d'un courage exemplaire contre les ingérences provocatrices de la France et contre tous les magouilleurs politiques. Sa place n'est pas au CPI.

La manipulation de l'opinion publique n'a plus de limite, le mensonge, la falsification et l'abus de pouvoir, abjects, sont devenus les principes leitmotivs des dirigeants des puissances impérialistes

Liès Sahoura

10.02.16